

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Chile: anarchism, the IWW and the workers movement ».

La traduction a été réalisée par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen en février 2011.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

## CHILI : les IWW et la FORC

Dans la dernière édition de « *Rebel Worker* » (« l'Ouvrier rebelle »), nous avons publié un supplément spécial sur l'anarcho-syndicalisme argentin, particulièrement la FORA. Celui-ci, le 3<sup>ème</sup> de ces suppléments spéciaux, se penche sur l'histoire de l'anarcho-syndicalisme chilien. En particulier, il examine les histoires des 2 plus grands syndicats révolutionnaires chiliens, les IWW ( Industrial Workers of the World, Travailleurs Industriels du Monde, affilié à l'AIT, Association Internationale des Travailleurs) et la FORC (Federacion Obrera Regional de Chile, Fédération Ouvrière Régionale du Chili). La période en débat va de l'émergence du mouvement anarcho-syndicaliste durant la période de la première Guerre mondiale jusqu'à son déclin dans les années 40 et 50. Ce supplément est constitué de 2 articles. Le premier fut publié à l'origine dans l'édition de septembre 1983 du journal trimestriel « *Black Flag* » (« Drapeau Noir ») et le deuxième par G. W.

### CHILI : l'anarchisme et le mouvement ouvrier.

*Les anarchistes doivent entrer dans les syndicats ouvriers, avant tout pour y faire de la propagande anarchiste, et ensuite parce que c'est la seule manière par laquelle, le jour que nous espérons tous, nous pouvons avoir à notre disposition des groupes capables de prendre la direction de la production ; nous devons entrer dans les syndicats, enfin, pour lutter énergiquement contre le détestable état d'esprit qui fait que les syndicats sont peu enclins à défendre autre chose que des intérêts spéciaux...*

Malatesta

Le mouvement ouvrier chilien est l'un des plus anciens mouvement ouvrier organisé en Amérique Latine. Depuis ses précoces origines mutualistes il assumait rapidement un véritable caractère révolutionnaire et combattit constamment pour la transformation de la société chilienne, par la destruction pas seulement du capitalisme mais aussi de l'État lui-même, qui est vu comme un instrument de répression et de domination. À travers sa longue histoire il a également combattu avec opiniâtreté pour son autonomie et son intégrité malgré des tentatives continuelles des partis politiques, particulièrement celles du parti communiste, pour l'utiliser et le manipuler à leurs propres fins.

On peut faire remonter les profondes racines du mouvement ouvrier chilien à la fondation de la première société de bénéfices mutuels, en 1847, qui fut la première association de cette sorte en Amérique Latine. Environ 6 ans plus tard, en 1853, les ouvriers imprimeurs de Santiago, sous la direction du péruvien Victor Laynez, fondèrent la *Société Typographique* ( *Sociedad tipografica* ) qui devint plus tard l'*Union des typographes* ( *Union de tipograficos* ).

En 1858, des ouvriers de la ville côtière de Valparaiso créèrent la *Société des Artisans* et, en 1860, des groupes similaires avaient été formés à Santiago et La Serena. Dès lors le nombre de sociétés mutuelles augmenta rapidement. En 1870, 13 organisations de ce type existaient, montant à 39 en 1880 et 240 en

1900. Le nombre maximum de 600 fut atteint en 1925 avec un total de 25 000 membres. En 1916, les représentants de ces sociétés mutuelles formèrent le *Congrès Social Ouvrier* ( *Congreso Social Obrero*) qui joua un rôle important jusqu'à la fin des années 20.

En parallèle avec ces sociétés mutuelles, dont les objectifs étaient simplement limités à l'entraide, l'éducation et l'amélioration des conditions de travail de leurs membres, une organisation de travailleurs plus radicaux fut formée. En 1850, Francisco Bilbao, un vétéran de la révolution de 1848 à Paris, avec Santiago Arcos et Eugenio Lillo, fondèrent la *Société de l'égalité* ( *Sociedad de la igualdad* ) à Santiago. Le but de cette *Sociedad* était « la souveraineté politique à travers une vie naturelle et collective ». Durant les 9 années suivantes la *Sociedad* devint très populaire et influente aussi bien dans les cercles ouvriers qu'intellectuels. Diffusant la propagande à travers son journal, *El amigo del pueblo* ( « *L'ami du peuple* »), elle organisa des meetings partout dans le pays.

En 1859, des meetings massifs dans les villes de San Felipe et La Serena appelèrent à une révolution sociale immédiate. La réponse gouvernementale à cette situation potentiellement insurrectionnelle fut rapide. La *Sociedad* fut dissoute de force par la répression brutale et Bilbao expulsé du pays sous l'accusation, inventée de toutes pièces, de « blasphèmes » concernant un livre qu'il avait écrit sur l'église. Durant les 30 années suivantes à peu près les travailleurs/euses chiliennes furent sans aucune forme radicale d'organisation. Cela n'empêcha toutefois pas une grève importante et étendue des travailleurs/euses du salpêtre à Tarapacan en juin 1890, qui demandaient à être payés en argent et non en bons échangeables dans les magasins appartenant à la compagnie. Cette grève, la première à être organisée par des ouvriers chiliennes, fut réprimée avec une grande brutalité sur ordre du colonel anglais North, plus connu sous le nom de « roi du salpêtre ».

En 1893, le premier journal anarchiste chilien « *El oprimido* » (« *L'opprimé* ») apparut à Santiago, suivi en 1900 par *El Acrata* (« *L'Acrate* »). Au même moment les anarchistes créèrent des colonies agricoles qui commencèrent bientôt à envoyer des agitateurs faire des tournées de propagande dans tout le pays.

Les premières années du 20<sup>ème</sup> siècle amenèrent un renouveau des organisations ouvrières militantes. En janvier 1900, à travers les efforts des anarchistes, la *Combinacion Mancommunal de Obreros* (l'*Association Combinée des Ouvriers*) fut fondée dans le port maritime du nord, Iquique. Dans sa courte vie d'à peine 5 ans la *Mancommunal* unit la majorité des travailleurs maritime et du nitrate des villes et bourgades de la côte nord. Ses idées étaient répandues par ses 2 journaux, « *El maritimo* » (« *Le Maritime* ») d'Antofagasta et « *El Trabajo* » (« *Le Travail* ») d'Iquique. De plus elle organisa toute une série de conférences publiques, ses orateurs les plus connus étant Malaquias Concha et Juan Vargas Marquez. Les anarchistes contribuèrent également à la fondation, en 1902, de la *Federacion de Obreros de Imprenta* ( *Fédération des Ouvriers Imprimeurs*) à Santiago qui eut bientôt 7000 membres.

Avec le déclin de la *Mancommunal*, due à la répression policière, les anarchistes organisèrent des *Sociedades de Resistancia* ( *Sociétés de Résistance*) dans tout le pays. Ces *Sociedades* devinrent rapidement très populaires du fait de leur approche basée sur l'action directe dans la confrontation face au capital chilien, et elles furent particulièrement fortes parmi les mineurs, les dockers et les travailleurs maritimes. Vers 1910, il y avait environ 55 000 adhérents dans 433 *Sociedades* actives (alors que la population totale du Chili était à l'époque de 3 200 000 personnes).

Les premières années du siècle virent également une série de confrontations sanglantes entre les travailleurs/euses et les représentants de la répression d'État. En décembre 1901, la *Mancommunal* organisa une grève générale infructueuse de 3 mois parmi les dockers et les travailleurs maritimes d'Iquique. La grève fut réprimée avec beaucoup de brutalité et de nombreux travailleurs furent déportés dans l'extrême sud du pays.

En 1902, les travailleurs ferroviaires de Santiago menèrent une grève victorieuse de 2 semaines durant laquelle des wagons de tram furent brûlés dans la rue. En mai 1903, les travailleurs maritimes en grève à Valparaiso gagnèrent une augmentation de salaire de la part des compagnies maritimes seulement après que des bureaux de compagnies aient été incendiés et qu'une bataille sauvage entre les travailleurs et la police se soit terminée par 30 morts et plus de 200 blessés.

En octobre 1905, une protestation de masse à Santiago, contre la hausse du coût de la vie et pour une demande de réduction des taxes d'importations du bétail provenant d'Argentine afin de faire baisser le prix de la viande, se développa en grève générale révolutionnaire qui devint alors connue comme la *Semana Roja* ( *La Semaine Rouge* ). Au cours de la répression gouvernementale qui s'en suivit plus de 200 personnes furent tuées et blessées par la police et l'armée.

En janvier 1906, une grève des conducteurs de trains et des agents de conduite sur la ligne Antofagusta-La Paz se transforma en grève générale. En mars, la grève fut réprimée par la police avec de nombreux travailleurs tués ou blessés. En décembre 1907, une grève massive de plus de 30 000 travailleurs du nitrate eut lieu dans la province de Tarapaca au nord. Au cours de la lutte la ville d'Iquique fut occupée par les grévistes. Ce qui suivit fut l'épisode le plus sanglant de l'histoire de la classe ouvrière chilienne. Durant la « libération » de la ville par l'armée, sous le commandement du général Silva Renard, plus de 500 travailleurs/euses furent mitraillés à mort, avec leurs familles, en l'espace de 7 minutes en face de l'église de Santa Maria.

Durant ces luttes les employeurs placèrent les noms des militants ouvriers sur des « listes noires » qui circulaient alors entre les propriétaires d'établissements miniers et industriels. Une fois sur l'une de ces listes, il était quasiment impossible pour eux de trouver un emploi.

En septembre 1909, le premier syndicat ouvrier national, la *Gran Federacion Obrera Chilena* (la *Grande Fédération Ouvrière Chilienne*), fut fondée à Santiago. Les objectifs de la GFOCh, cependant, étaient réformistes, incluant la formation de clubs funéraires, de coopératives de consommateurs/rices et l'encouragement de l'entraide parmi ses membres.

En 1914, la GFOCh fut légalisée par le gouvernement, sans aucun doute à cause de sa modération. 2 ans après son principal objectif fut réalisé quand une loi fut promulguée établissant que les employeurs devaient indemniser les accidents du travail.

Tandis que les anarchistes jouaient un rôle important au cœur des organisations de la classe ouvrière, ils/elles continuaient leur travail de propagande indépendante dans tout le pays, principalement par le biais de leurs journaux, parmi lesquels beaucoup durèrent plusieurs années.

Un bref survol des publications anarchistes montrera clairement l'ampleur de leur activité. Il est possible que certains des journaux aient été rattachés à des branches des *Sociedades de Resistancia*, mais comme les *Sociedades* avaient leur propre organe collectif, « *El Siglo XX* » (« *Le 20<sup>ème</sup> siècle* »), cela n'est absolument pas sûr.

« *El Obrero Libre* » (« *L'ouvrier Libre* ») à Tarapaca 1903-1904, « *Luz* » (« *Lumière* »), le mensuel du *Hogar armonista Elisio Reclus* (*Foyer harmoniste Élisée Reclus*) à Concepcion en 1904, « *La Batalla* » (« *La Bataille* ») à Valparaiso 1907-1924, « *Luz y Vida* » (« *Lumière et Vie* »), « *périodique ouvrier de propagande libertaire* » à Antofagusta 1908-1920, « *La Protesta* » (« *La Protestation* ») à Santiago 1908-1912, « *Adelante* » (« *En Avant* ») à Puerto-Arenas 1910-1912, « *El Surco* » (« *Le Sillon* ») à Iquique 1917-1925.

Plusieurs centres anarchistes furent également fondés, le plus influent étant le *Centro Anarquico de Estudios Sociales* « *La Brecha* » ( Centre Anarchique d'Études Sociales « La Brèche ») à Iquique qui fonctionna entre 1915 et 1917

Les années de l'immédiat après-guerre amenèrent un renouvellement du mouvement ouvrier, comme cela fut le cas aussi dans le reste de l'Amérique Latine.

En décembre 1919, la désormais réorganisée FOCh (la *Gran* a disparu) tint son premier congrès dans la ville de Concepcion. Abandonnant son ancienne modération et son réformisme elle déclara fièrement ses nouveaux principes – « l'abolition de l'État capitaliste qui sera remplacé par la *Federacion* qui organisera la production et la distribution ». En accord avec son autonomie nouvellement trouvée, elle refusa également de participer, ou d'être contrôlée, par quelques partis politiques ou religieux que ce soit. Le radicalisme de la FOCh fut toutefois de courte durée.

Durant son second congrès en 1922, à Rancagua, un groupe, inconnu de la vaste majorité des délégués, mené par Emilio Racabarrén récemment revenu d'un séjour de 6 semaines à Moscou et qui avait des ordres du Komintern pour fonder un Parti Communiste au Chili, réussit à persuader le congrès, malgré une forte opposition de la part d'authentiques délégués, d'adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) contrôlée par Moscou.

Avec l'infiltration des communistes dans la FOCh, les journaux et les imprimeries possédées par la *Federacion* furent bientôt contrôlés par eux. Cela signait aussi l'avis de décès de sa propre autonomie organisationnelle et, bientôt, l'abandon de son approche de la lutte basée sur l'action directe.

La proposition d'adhérer à l'ISR ne fut toutefois pas adoptée à l'unanimité.

Dans les années qui suivirent plusieurs syndicats quittèrent la FOCH à commencer par la *Federacion Obrera Ferroviaria* (Fédération Ouvrière Ferroviaire) en 1923. Durant sa courte vie comme organisation

indépendante, la FOCh réussit cependant à organiser et soutenir la grève massive des mineurs de charbon en 1920.

En décembre 1919, alors que la FOCh se déclarait elle-même syndicat révolutionnaire, une section des Industrial Workers of the World (IWW, Travailleurs Industriels du Monde) fut fondée à Santiago et affilia immédiatement 7 organisations syndicales rassemblant plus de 9000 membres. Au cours de leur existence, la force principale des IWW résida dans les travailleurs maritimes des villes côtières, particulièrement Iquique, Valparaiso et Antofagasta. Ils furent également actifs dans l'organisation de syndicats de boulangers, de maçons, de travailleurs/euses de la chaussure et des munitions. Bien qu'ils n'aient jamais eu le grand nombre d'adhérentes de la FOCh dominée par les communistes, les IWW étaient capables d'avoir une grande influence. À l'été 1920 ils menèrent pendant 3 mois une grève des travailleurs maritimes pour empêcher les exportations de céréales, exportations qui provoquaient la famine et la hausse subséquente des prix des céréales encore disponibles. Le 22 juillet le gouvernement répondit en assaillant le quartier général des IWW à Santiago et en déclenchant une répression généralisée contre les travailleurs/euses anarchistes dans tout le pays. La répression n'empêcha toutefois pas les IWW d'organiser des grèves de travailleurs maritimes dans les ports de Valparaiso et San Antonio en 1923 ni de publier son propre journal « *Accion Directa* » (« *Action Directe* »).

En dehors des IWW il y avait plusieurs autres organisations inspirées et dirigées par les anarchistes comme la *Federacion de Obreros en Resistancia Autonomos* (Fédération des Ouvriers Autonomes en Résistance), dont le journal était « *Autonomia y Solidaridad* » (« *Autonomie et Solidarité* ») et la *Federacion de Obreros de Imprenta* (Fédération des Ouvriers de l'Imprimerie) qui, durant leur congrès à Tesnino en 1924, approuvèrent une déclaration de principes demandant « une société basée sur le libre accord ».

En 1925, une scission eut lieu au sein des IWW chiliens, quand certains de ses syndicats les plus importants rompirent pour former la *Federacion Obrera Regional Chilena* (FORC, Fédération Ouvrière Régionale Chilienne), basé sur la FORA argentine. Les IWW continuèrent, avec un nombre de membres considérablement réduit, jusqu'en 1927. Ils réapparurent également brièvement entre 1942-1945.

En 1927, Carlos Ibanez, un ancien colonel, devint président du Chili. Malgré le fait d'avoir été élu par le vote populaire de la classe ouvrière sur la promesse d'une réforme sociale, Ibanez devint rapidement un tyran de la pire espèce. Durant les 4 années qui suivirent, il déclencha sans retenue une répression brutale contre les organisations ouvrières. Des centaines et des centaines de militants furent assassinés dans les rues, torturés ou envoyés en exil intérieur. À la fois les IWW et la FORC furent détruites (tout comme les syndicats communistes) et leurs dirigeants déportés aux îles Mas Afuera et Aysen. Ces années, excepté sous le règne de Pinochet le Sanglant, furent les plus sombres de l'histoire du mouvement ouvrier chilien. Finalement, en 1931, un soulèvement populaire, initié par une grève étudiante et une insurrection de matelots de la marine chilienne et clos par une grève générale, amena la chute du régime et l'exil de « Paco » Ibanez.

Avec la chute d'Ibanez, les organisations ouvrières commencèrent à se reformer. Les communistes firent une tentative pour réorganiser la FOCh mais sans grand succès. Les anarchistes cependant eurent plus de réussite. En 1932, ce qui restait des IWW et de la FORC joignirent leurs forces avec quelques groupes libertaires et formèrent la *Confederacion General de los Trabajadores* (CGT, Confédération Générale des Travailleurs).

La CGT, qui avait une structure similaire à la FORC, se différençait des IWW par l'adoption de fédérations régionales comme bases au lieu de fédérations d'industries. Quelques mois après sa fondation, la CGT avait affilié 35 syndicats dont ceux des peintres, des charpentiers, des électriciens et des imprimeurs, avec au total plus de 17 000 membres. Elle commença aussi à publier son propre journal, « *La Protesta* » (« *La Protestation* »), qui servit de porte-voix pour de nombreux autres groupes anarchistes. Certaines autres organisations de travailleurs/euses anarchistes restèrent en dehors de la CGT. Cela incluait la *Federacion Sindical Libertaria de Estucadores y Ramos Similares* (FSLERS, Fédération Syndicale Libertaire des Plâtriers et Métiers Similaires). Ils eurent également leur propre journal qui dura de 1935 à 1955.

En décembre 1934, les communistes, les socialistes et d'autres partis joignirent leurs forces pour créer la *Confederacion de Trabajadores de Chile* (CTCh, Confédération des Travailleurs Chiliens). La CTCh, dominée comme elle l'était par des partis politiques, était de caractère totalement réformiste et elle subit bientôt comme une plaie les rivalités entre communistes et socialistes.

En 1952, Carlos « Paco » Ibanez, toujours bien connu de nombreux travailleurs/euses chiliennes âgées, fut élu à la présidence. Cela coïncida avec une intensification significative des luttes ouvrières à la fois contre les employeurs et l'État, une lutte qui, de manière croissante, était menée en dehors de la CTCh, qui avait alors scissionnée en 2 factions et ne représentait plus les intérêts de la classe ouvrière.

Le 1<sup>er</sup> mai 1952, une commission d'Unité Ouvrière fut formée qui, en février de l'année suivante, forma la *Central Unica de los Trabajadores de Chile* (CUTCh, Centrale Unique des Travailleurs du Chili). La CUTCh incluait sous son parapluie plusieurs petits syndicats indépendants, les 2 factions de la CTCh et la CGT anarchiste et était dirigée par un conseil national comprenant des représentants des organisations affiliées.

Les anarchistes furent représentés par 4 conseillers : Ernesto Miranda, Ramon Dominguez, Hector Duran et Celio Poblete. En plus du conseil national, des conseils provinciaux, régionaux et départementaux furent établis dans tout le pays.

Finalement l'unité de la classe ouvrière chilienne avait été réalisée, au moins sur le court terme, tandis qu'affluaient à la CUTCh travailleurs/euses manuelles, cols blancs, étudiantEs, paysanNEs et intellectuelLEs.

Une série de manifestation à grande échelle furent organisées dans de nombreux endroits du pays et bientôt les travailleurs/euses se confrontaient à la fois aux patrons et à l'État dans une atmosphère de guerre ouverte. Pour une fois cette action unifiée se déroulait indépendamment du contrôle des partis politiques. Les travailleurs/euses prenaient part à la lutte *pour eux/elles mêmes et pour personne d'autre*.

Au début de 1956, la CUTCh organisa plusieurs grèves limitées en préparation d'un arrêt total. Enfin, en juillet 1956, une grève générale fut appelée.

La grève fut remarquable du fait de la force et de la capacité du syndicalisme révolutionnaire nouvellement redécouvert par les travailleurs/euses. Le Chili n'avait jamais rien connu de tel auparavant. La grève fut absolument totale. Rien ne fonctionna durant 48 heures. Le gouvernement commença à vaciller Ibanez menaça de démissionner et de remettre la responsabilité de diriger le pays dans les mains de la CUTCh. Clairement inquiets de cette situation, les leaders des partis de gauche recommandèrent qu'Ibanez demande à la CUTCh de réunir une délégation pour présenter ses doléances et, en même temps, que celle-ci mette fin à la grève. Une délégation fut dûment formée, menée par Clotavio Blest, le président de la CUTCh, et elle se présenta à Ibanez avec ses demandes. Il demanda immédiatement 7 jours pour considérer les doléances à la condition que le travail reprenne. Après 2 jours de violentes discussions une solution fut trouvée, avec l'accord total des communistes et des socialistes, et la grève fut suspendue. Les 4 conseillers anarchistes refusèrent d'accepter cela sans consulter leurs membres mais ils furent écartés. Dans un climat de désorientation, les travailleurs/euses retournèrent travailler avec rien du tout en contrepartie de leur sacrifice et de leur lutte.

Après cette amère expérience, l'unité de la classe ouvrière chilienne tomba en morceaux. En 1957, une autre grève générale fut appelée par la CUTCh pour tenter d'obtenir la satisfaction des demandes faites l'année précédente mais ce fut un échec complet. La confiance dans la direction était désormais inexistante. Après cela les anarchistes se retirèrent finalement de la CUTCh. Vers 1960, l'influence anarchiste au sein du mouvement ouvrier chilien devint minimale.

Maintenant, sous la dictature sanglante de Pinochet et de sa bande de tortionnaires, les travailleurs/euses chiliennes sont engagées dans une nouvelle lutte. La chute du dictateur n'est plus si lointaine, et quand cela arrivera et que les travailleurs/euses seront de nouveau libres de s'organiser par eux/elles-mêmes, espérons que de nombreux problèmes et échecs du passé ne seront pas répétés.

**11 septembre 1983.**  
**10 ans après le coup d'État de Pinochet.**  
**Paul Albert.**

# LES IWW AU CHILI

Durant la première guerre mondiale un groupement ouvrier complètement nouveau fut formé dans les ports les plus importants du Chili. C'était les Industrial Workers of the World (IWW, Travailleurs Industriels du Monde, connus au Chili sous ces initiales anglaises) qui furent créés par la fusion de certains groupes anarcho-syndicalistes chiliens et les efforts de propagande et d'organisation de marins membres des IWW des USA.

Vers la fin de la première Guerre Mondiale, ils englobaient virtuellement tous les travailleurs maritimes et portuaires du pays et étaient déjà en train de toucher d'autres secteurs non connectés à l'industrie transport maritime, comme la boulangerie, la maçonnerie et les travailleurs/euses du cuir.

En 1919, les IWW furent fondés en tant que fédération de syndicats industriels. Leur tactique était l'action directe, son objectif était l'abolition de l'esclavage salarié et le contrôle de la production par les travailleurs/euses eux/elles-mêmes. À leur premier congrès à Santiago, les Wobblies (surnom donné aux membres des IWW) chiliens déclarèrent la guerre ouverte au capital, au clergé et au gouvernement.

Les IWW augmentèrent leur nombre de membres passant de 200 en août 1918 à plus de 25 000 en janvier 1920, en grande partie du fait du travail intrépide de Juan O. Chamorro de Valparaiso. En 1920, un état proche de la guerre entre le Chili, la Bolivie et le Pérou se développa à cause d'une bande de désert riche en nitrate annexée par le Chili lors de la guerre de 1879 (1).

L'hystérie patriotique saisit la haute et petite bourgeoisie et sous cette couverture le gouvernement s'en prit aux dissidents anti-guerre radicaux/ales.

Dans le mensuel « *One Big Union* » (« *Un Seul grand syndicat* », IWW, Chicago) de janvier 1921, nous lisons : « La traduction suivante d'une lettre reçue d'un membre des IWW chiliens est l'une des nombreuses communications reçues par nous en provenance de sources authentiques et fiables, donnant un récit des atrocités presque incroyables commises par la bourgeoisie chilienne durant et depuis la dernière semaine de juillet... « Camarades ouvriers : nous traversons une période de répression qui, par sa férocité sauvage, n'a jamais été égalée dans ce pays. Les pouvoirs dominants et les représentants de « l'ordre », de « notre pays » et de « Dieu » retournent naturellement et facilement aux instincts des troglodytes. Le mot d'ordre semble être « anéantir tous les syndicalistes, membres des IWW, anarchistes et idéalistes, qu'ils soient ouvriers ou étudiants ; détruire toutes leurs publications et ateliers d'impression, leurs bureaux, leurs locaux et librairies etc... ». Il y a un grand nombre de nos camarades et amis dans les geôles du Chili : plus de 100 à Santiago, 25 à Valparaiso et beaucoup d'autres à Conpilla, Puerto Arenas et d'autres localités. Beaucoup de nos camarades ouvriers ont été déportés pour le « crime » d'être nés hors des frontières des domaines des despotes du nitrate, ou à cause de leur affiliation avec les organisations ouvrières progressistes sérieuses, et malgré le fait que beaucoup d'entre eux aient résidé dans ce pays depuis 25 ans ou plus. Ces camarades ont été arrêtés, soumis à des violences et des tabassages, et abandonnés dans le désert à la frontière péruvienne... »

... Ils ont détruit et saccagé les locaux de la Fédération des Étudiants de Santiago et Valparaiso. La majorité des prisonniers sont de cette dernière organisation, et ils ont été jugés, ou sont en attente de jugement, à Santiago ou ailleurs, pour « subversion de la loi et de l'ordre ». Parmi ceux détenus en attente de jugement à Santiago, il y a pratiquement tous les membres du conseil administratif des IWW du Chili...

... Au vu et au su de la police complice, une foule de cléricaux et de patriotes, composés d'étudiants de collèges religieux et de militaires en civil, avec le drapeau national et le portrait du président à leur tête se mit à détruire tout ce qui se dressait pour l'éducation et la liberté des ouvrierES et des producteurs/rices. Notre camarade ouvrier Juan Gandulfo, a été tabassé par eux, le plus cruellement par un étudiant, parce qu'il refusait d'obéir à leur ordre d'embrasser le drapeau qu'ils portaient...

... À Valparaiso les mêmes actes de barbarie ont eu lieu, le local des IWW a subi un raid de la police et des soldats, qui sont entrés dans le local revolver à la main, alors que les camarades ouvriers étaient en train de tenir une assemblée extraordinaire, et ils les ont frappés de tous cotés, jusqu'à ce qu'une paire de camarades s'oppose à leur lâche brutalité et se défendent avec des chaises, et alors la majorité des présents furent mis en geôle, ce qui inclut les membres les plus actifs des syndicats de Valparaiso, tandis que d'autres policiers et soldats « trouvaient » « miraculeusement » de la dynamite et des armes à feu de

différentes sortes dans le local. Les locaux de la Fédération des ouvriers de Magellan, y compris leur atelier d'imprimerie, ont été attaqués peu après minuit tandis que les travailleurs s'y rassemblaient. Les soldats tentèrent d'entrer dans le local mais ils furent repoussés et après l'avoir bouclé ils tirèrent, à courte distance, de nombreuses salves sur celui-ci tuant environ 30 travailleurs et en blessant environ 50. La foule composée de membres de la Fédération Catholique, de la Ligue Patriotique du Chili, de militaires et de fonctionnaires civils, y compris le gouverneur de Magellan, plaça des mitrailleuses aux coins de rues entourant le bâtiment et mis le feu au local ouvrier à plusieurs endroits en même temps, le brûlant jusqu'aux fondations. Par la suite, suivant la version de ce digne gouverneur, furent trouvés dans les ruines les restes carbonisés de 5 victimes de l'assaut et de l'incendie. Ceux qui réussirent à s'échapper du bâtiment en flammes furent capturés. Certains d'entre eux furent exécutés sur la place sans plus de cérémonies.

... Alors que nous sommes placés dans une situation de terrible désavantage dans notre lutte contre les responsables de ces crimes odieux, nous en appelons à la solidarité de tous les travailleurs/euses du monde. Nous suggérons... que des meetings de protestation soient tenus...

Nous demandons aussi que vous vous efforciez de mettre en œuvre un boycott sur tout ce qui vient ou va au Chili.

Camarades ouvrierEs : que la solidarité soit notre mot d'ordre !

Contre la tyrannie criminelle de la bourgeoisie chilienne opposons la solidarité internationale du prolétariat !

Les IWW et anarchistes du Chili, Valparaiso, 28 septembre 1920. »

D'autres déportations suivirent les massacres de 1920, de nombreux prisonniers furent abandonnés sur des îles désolées de la côte chilienne. Mais les IWW survécurent et se réorganisèrent. En décembre 1922, forts de 20 000 membres, ses délégués aidèrent à fonder à Berlin l'Association Internationale des Travailleurs - la fédération de syndicats révolutionnaires et anarcho-syndicalistes qui comprenait la FORA en Argentine (200 000 membres), la FAUD en Allemagne (120 000 membres), la CGT au Portugal (150 000 membres), l'USI en Italie (500 000 membres), la SAC en Suède (32 000 membres), la NSF en Norvège (20 000 membres) et plus tard la CNT en Espagne (2 millions de membres en 1936). Seuls les IWW chiliens s'affilièrent à l'internationale, le reste des IWW demeurant indépendants.

Tout au long des années 20 la « démocratie » bourgeoise chilienne fut troublée par une série de coups d'État militaires, provoqués par une agitation ouvrière croissante. Tentant de couper l'herbe sous les pieds du militantisme ouvrier, le gouvernement lança une série d'actes de « légalisation », autorisant certains syndicats « respectables ». Les IWW, les syndicats anarcho-syndicalistes et communistes refusèrent la respectabilité, arguant que la reconnaissance légale signifiait un contrôle gouvernemental étendu du fait des pouvoirs accordés pour déterminer la juridiction syndicale, superviser les finances et les élections, surveiller les négociations collectives.

En 1924, l'armée prit le pouvoir. De tous les groupes radicaux, seuls les IWW s'opposèrent ouvertement au coup d'État. Les communistes, comme toujours, tergiversèrent. Après 4 mois, les huiles militaires installèrent un gouvernement civil qui, au cours de l'année 1925, réprima une série de grèves dans le nord avec l'intervention brutales de troupes militaires. Cette même année, les éléments anarcho-syndicalistes se retirèrent des IWW pour former la FORC. Le gouvernement lui-même fut assailli de dissensions internes qui culminèrent dans la prise du pouvoir en mai 1927 par le ministre de l'Intérieur, Colonel Calos Ibanez, qui régna comme dictateur jusqu'en septembre 1931.

Ibanez sévit immédiatement contre les IWW, les anarcho-syndicalistes et les communistes. De nombreux dirigeants furent emprisonnés ou exilés, d'autres se cachèrent. Les IWW furent dispersés, ses leaders déportés. Seul l'aile intellectuelle et étudiante subsista, réduite au travail éducatif, organisant des centres culturels, des bibliothèques et des théâtres populaires.

En 1931-32, la dépression mondiale tourmenta le Chili. Les Radicaux, modérés, assumèrent le pouvoir en novembre 1931. 6 mois de grèves, plusieurs tentatives révolutionnaires comme une mutinerie naval qui tourna en soviet avorté et une crise économique continue s'ensuivirent. Le 4 juin 1932 une coalition d'officiers gauchistes et de représentants de petits partis socialistes prirent le pouvoir et proclamèrent une République Socialiste du Chili. Durant 2 semaines, un colonel des Forces Aériennes régna, suivi par le régime de Carlos Davila qui dura 100 jours, ancien ambassadeur aux USA. La « République Socialiste » fut renversée par un coup d'État de centre-droit mais les socialistes se mirent en marche pour former le

Parti Socialiste Chilien (qui, 4 décennies plus tard, en 1970, remporta le pouvoir sous la coalition d'Unité Populaire de Salvador Allende).

Le mouvement ouvrier se constituait alors de 4 sections principales, la CNSL socialiste, la FOC stalinienne, la CNSL trotskiste et la CGT syndicaliste. Cette dernière était la Confédération Générale des Travailleurs établie en 1931 par le remariage des IWW alors en résurgence sur la côte et de la FORC anarcho-syndicaliste. La CGT était forte parmi les travailleurs des ports, les imprimeurs, les ouvriers de la chaussure, les travailleurs du bâtiment, les peintres, les charpentiers et les électriciens.

Durant les grèves perlées de 1933, le gouvernement une nouvelle fois envoya les troupes. Des centaines de grévistes furent tués, les leaders déportés. La CGT passa sous contrôle anarcho-syndicaliste. En décembre 1936, ils participèrent à une convention ouvrière massive de communistes et de socialistes mais, au dernier moment, ils décidèrent de ne pas rejoindre l'amalgame de syndicats. De 1938 à 1941 la CGT entra dans le gouvernement du Front Populaire du président Cerda aux cotés des socialistes, des communistes, des démocrates et des radicaux. Cela n'empêcha pas le Front Populaire d'écraser la grève des imprimeurs de la CGT de 1939. La CGT se trouva elle-même lentement sapée à mort.

En 1950, les ouvriers de l'industrie de la chaussure, les ouvriers imprimeurs et quelques autres syndicats restant encore dans la CGT rejoignirent la CUTCH contrôlée par les communistes. Après une opposition stérile aux communistes, les anarcho-syndicalistes se retirèrent en 1951 pour organiser un syndicat rival, la CNT.

En 1960, la CNT et quelques syndicats maritimes rejoignirent le KFTU anti-communiste et l'ORIT pan-américaine (2). Comme son prédécesseur, la Confédération Internationale des Syndicats Libres (ICFTU, International Confederation of Free Trade Unions, l'ORIT était un front US constitué par l'AFL-CIO (3) et secrètement fondé par la CIA. Ce fut une fin singulièrement dégoûtante.

De celle-ci, cependant, on obtient des leçons précieuses. Premièrement, ne jamais croire en l'opportunisme. Deuxièmement, se méfier de toute alliance avec les communistes et les socialistes. Troisièmement, ne jamais laisser notre anti-communisme devenir du pro-américanisme. Le cours de notre action doit rester direct, indépendant et le plus à gauche de la gauche.

## **NOTES DU TRADUCTEUR :**

**1) La guerre de 1879 : Elle oppose le Chili à la Bolivie et au Pérou. Le Chili prend l'initiative de la guerre qui est motivée par des intérêts économiques liés à l'exploitation du guano et du salpêtre. Les troupes chiliennes prennent possession de la région d'Antofagusta alors sous contrôle bolivien. Le Pérou se trouva impliqué dans cette guerre car il était lié par un traité d'alliance à la Bolivie. Le Chili va gagner progressivement le contrôle des mers portant de rudes coups à la marine de guerre péruvienne. La Bolivie jette l'éponge en 1880 et perd tout débouché maritime. L'armée chilienne occupe une partie du sud du Pérou et finit par prendre la capitale Lima en 1881 après avoir débarqué par surprise. Les péruviens résisteront à l'occupation chilienne dans les montagnes andines, menant de nombreuses actions de guérilla. La paix sera finalement signée en 1883, le Pérou acceptant des pertes de territoires au sud du pays.**

**2) ORIT : ORganisation Interaméricaine des Travailleurs, qui regroupe les syndicats des Amériques (du nord et du sud) affiliés au niveau mondial à l'ICFTU (CISL en français).**

**3) AFL-CIO : principale centrale syndicale états-unienne formée par la fusion en 1955 de l'American Federation of Labor (Fédération Américaine du travail, créée en 1886) et du Congress of Industrial Organisations (Congrès des Organisations Industrielles, créé en 1935 au sein de l'AFL avant d'en être chassé).**